



COMMUNIQUE

Paris, 31 juillet 2026

Lutte contre les incendies ou comment les politiques d'austérité tuent !

Le 28 octobre 2022 le Président de la République annonçait :

« La France procédera au renouvellement de sa flotte actuelle de 12 Canadair et à l'achat de 4 Canadair supplémentaires d'ici 2027, portant son nombre à 16 d'ici la fin du quinquennat » »

Quatre ans plus tard nous sommes loin du compte.

Aucun des douze modèles en service n'a été remplacé et nous n'aurons pas 16 Canadairs en 2027.

Sur les 4 nouveaux commandés, 2 le sont sur le budget européen, livrables en avril et décembre 2028 et deux autres, sur le budget national, livrables en 2032 et 2033.

Les deux premiers avions prévus pour commencer le remplacement des 12 avions existants ont été annulés en 2024 par le Gouvernement Attal dans lequel Thomas Cazenave était ministre des Comptes publics pour cause de restriction budgétaire.

Les agents publics doivent faire face avec des moyens dérisoires, alors que des centaines de milliards d'euros de dépense publique sont orientées vers d'autres choix politiques comme la loi de programmation militaire ou les aides accordées aux entreprises sans aucune contrepartie.

Une fois de plus, ce sont les personnels et les citoyens qui paient un lourd tribut aux politiques d'austérité : des maisons et des biens détruits mais aussi hélas des pompiers décédés dans l'exercice de leurs missions ; la FGF-FO tient à exprimer toute sa compassion à leurs familles et leurs proches.

Nous n'oublions pas les forces de l'ordre, les personnels de l'office national des forêts, des cellules de crise du ministère de l'intérieur, des hôpitaux, les agents territoriaux et tant d'autres agents publics qui répondent présents à chaque crise et sont engagés chaque jour pour combattre ces violents incendies, sauver et accompagner toutes les personnes impactées y compris dans leur reconstruction.

La FGF-FO admire leur dévouement et leur apporte tout son soutien.

Mais une fois de plus, l'engagement des personnels de la fonction publique ne peut pas se limiter à des remerciements.

Le gouvernement doit immédiatement stopper sa politique d'austérité et donner les moyens humains et matériels nécessaires à un service public efficient. Il doit également arrêter la smicardisation des agents publics, revaloriser sans délai le point d'indice et revoir la grille indiciaire pour mettre en place de vrais déroulements de carrières.

Donner les moyens au service public et à ses agents c'est défendre un modèle de société qui porte les valeurs républicaines de liberté, égalité, fraternité et laïcité. Il est urgent que le président de la République et le gouvernement cesse de le considérer uniquement comme une variable d'ajustement budgétaire !